LAP 10 / 5 / 1-2 Rev

***AISM***Association Internationale de Signalisation Maritime ***IALA***

**The International** Associationof

Marine Aids to Navigation and Lighthouse Authorities (IALA)

AGREEMENT

on the IALA Maritime Buoyage System

(????, Date, 2012)

and

Rules annexed thereto

**Association** Internationale de Signalisation Maritime (AISM)

Accord

sur le

Système de Balisage maritime de l’AISM

(????, Date, 2012)

et

Règles y annexées

10, rue des Gaudines

78100 Saint Germain en Laye, France

Telephone: +33 1 34 51 70 01 Fax: +33 1 34 51 82 05

e-mail: [contact@iala-aism.org](mailto:contact@iala-aism.org)Internet: [www.iala-aism.org](http://www.iala-aism.org)

International Association of Marine Aids to Navigation and Lighthouse Authorities

Association Internationale de Signalisation Maritime (AISM)

ACCORD sur le Système de Balisage Maritime de l'AISM

Les États Parties au présent accord,

DESIREUX de promouvoir la sécurité de la navigation en établissant d'un commun accord et sous les auspices de l’Association Internationale de Signalisation Maritime (dénommée ci-après « AISM ») un système harmonisé de balisage maritime;

CONSIDERANT que ce résultat peut être obtenu maintenant grâce à la conclusion d'un nouvel accord visant à harmoniser les systèmes de balisage combiné cardinal et latéral rouge à bâbord (Système A) et rouge à tribord (Projet de Système B) en les transformant en un seul système combiné dénommé « Système de Balisage Maritime de l'AISM » prévoyant deux régions de balisage désignées par les symboles A et B ;

PRENANT EN COMPTE la Résolution adoptée à la Conférence de Balisage de l'AISM le 20 novembre 1980 à Tokyo et lors de la 17ème Conférence au Cap du 22 au 27 mars 2010 et l’Assemblée Générale concomitante ;

TENANT EGALEMENT COMPTE du fait que le Comité de la Sécurité Maritime de l’Organisation Maritime Consultative Internationale (OMCl) (renommée depuis Organisation Maritime Internationale (OMI)) a adopté le Système de Balisage Maritime de l'AISM à sa 44ème session, et que le comité de la sécurité maritime de l’OMI en a adopté une révision lors de sa 88ème session, et reconnaissant que l’AISM bénéficie du statut d’observateur à l’OMI en application de la Résolution A.42 (II) du 14 avril 1961 ;

NE PERDANT PAS DE VUE le fait que les efforts tendant à une utilisation identique dans le monde des couleurs des marques latérales doivent être poursuivis ;

CONSCIENTS des dispositions de la Règle 13 Chapitre V de la Convention Internationale pour la Sauvegarde de la Vie Humaine en Mer de 1974 telle qu’amendée ;

SE SONT MIS D’ACCORD sur les dispositions suivantes:

ARTICLE I

Siège et Gouvernance

L’AISM est établie par le présent accord en tant qu’organisation internationale, dont le siège est en France.

L’AISM comprend les organes suivants : une Assemblée Générale, un Conseil et un Secrétariat dirigé par un Secrétaire général.

L’AISM est dirigée par l’Assemblée Générale composée des délégués des Membres de l’organisation qui se réunissent à des intervalles n’excédant pas cinq ans.

L’Assemblée générale se réunit en session ordinaire tous les 4 ans. Elle peut se réunir en session extraordinaire à la demande du Conseil ou à la demande de la majorité de ses membres. A la fin de chaque session, l’Asssemblée générale choisit le lieu où se tiendra la prochaine réunion.

Les fonctions de l’Assemblée Générale sont de décider de la politique globale de l’AISM, élire les membres de son Conseil et décider des changements des statuts, et fixer la politique financière de l’organisation.

L’AISM est administrée par un Conseil. Le Conseil élit un Président et un Vice-président parmi ses membres. Il élit parmi ses membres un Comité Financier Consultatif, comprenant au moins trois personnes, pour aider le Conseil en tant que de besoin, et il élit le membre de ce comité qui remplira les fonctions de président du Comité et de Trésorier de l’organisation.

Le Conseil nomme un Secrétaire général. Le Secrétaire général exerce es qualité les fonctions de Directeur général. Il est le représentant légal de l’AISM, et agit en tant que tel.

Les pouvoirs et responsabilités du Secrétaire général et ses conditions générales d’engagement sont fixés par le Conseil.

Le Secrétaire général est aidé par un Secrétariat permanent.

ARTICLE II

Objectifs et moyens

L’objectif de l’AISM est de veiller, par l’harmonisation et l’amélioration des aides à la navigation mondiale, et par tout autre moyen, à ce que les mouvements des navires soient surs, économiques et efficaces, pour le bénéfice de la communauté maritime et dans le souci de la protection de l'environnement.

L’AISM est apolitique et laïque.

L’AISM rassemble les services et les organisations concernés par la fourniture ou l’entretien des aides à la navigation maritime ou d’autres activités annexes en mer ou dans les eaux intérieures.

Les moyens employés pour atteindre ces objectifs sont, entre autres :

* La création d’une coopération internationale en incitant les membres à entretenir d’étroites relations et à s’assister mutuellement ;
* Le rassemblement et la diffusion de tous renseignements concernant les activités des membres et la prise de dispositions propres à encourager, appuyer et faire connaître les développements récents ;
* L’amélioration de l’échange mutuel d’informations avec les informations représentant les usagers des aides à la navigation ;
* La rédaction et la publication de recommandations, normes ou guides relevant des ses activités ;
* L’incitation des membres de l’AISM à prendre en compte le développement des systèmes à usages multiples qui puissent être aussi utilisés par exemple pour la surveillance de l’environnement marin ;
* La constitution de commissions ou de groupes de travail pour l’étude de questions particulières ;
* La promotion de l’aide aux services ou organismes qui en font la demande pour l’étude de leurs problèmes d’équipement, d’organisation ou de formation ressortant à la signalisation maritime ou à des activités connexes ;
* L’organisation de Conférences, de Symposiums, de Séminaires, d’ateliers ou toute autre manifestation en rapport avec ses travaux.

ARTICLE Ill

Financement

L’AISM est financée par les cotisations de ses membres, des subventions, des dons, et toutes autres sources de revenus autorisées par la loi. Le budget et les comptes de l’AISM sont approuvés par une majorité simple du Conseil.

ARTICLE IV

Privilèges légaux et immunité de l’AISM

L’AISM est reconnue au niveau international et au niveau national (français). Elle jouit en France de privilèges et immunités qui sont nécessaires à l'exercice de ses moyens. Ces privilèges et immunités sont définis dans un accord entre l’AISM et le Gouvernement français.

Le Gouvernement de la République française reconnaît à l’AISM la personnalité juridique nécessaire à l’exercice de ses droits et à l’accomplissement de ses objectifs. L’AISM dispose en outre de la capacité légale de conclure des contrats, d’acquérir et d’aliéner des biens meubles et immeubles liés à son activité et d’ester en justice.

ARTICLE V

Engagement

Les États, Parties au présent Accord (dénommées dans ce qui suit « les Parties »), s’engagent à rendre et maintenir leur propre balisage conforme aux dispositions de l’Annexe A du présent Accord.

ARTICLE VI

Dispositions précédentes

Pour l’ensemble des Parties, le présent Accord annule et remplace tout autre accord ou disposition relatif aux systèmes de balisage.

ARTICLE Vll

Adhésion au système de balisage

Tout État peut devenir Partie au présent Accord conformément à l’article VIII.

A la date à laquelle un État devient partie au présent Accord, il communique au Secrétaire général son intention d’être inclut dans la Région A ou dans la Région B.

ARTICLEVIII

Signature, Ratification, Acceptation, Approbation et Adhésion

Le présent Accord est ouvert à la signature au Siège social de l’AISM du XX juin 2012 jusqu'au xx décembre 2012 et restera ensuite ouvert pour l’adhésion.

1. Les états peuvent exprimer leur consentement à être lié le présent Accord par :
2. signature sans réserve quant à la ratification, l’acceptation ou l’approbation ;
3. signature soumise à ratification, acceptation ou approbation, suivie par ratification, acceptation ou approbation;
4. adhésion.
5. La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l’adhésion sont effectués par le dépôt des instruments appropriés auprès du Secrétaire général de l’AISM.

ARTICLE IX

Entrée en vigueur

1. Le présent Accord entre en vigueur xx mois après la date à laquelle dix États l'ont soit signé sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation, soit ont déposé les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d’adhésion auprès du Secrétaire général de l’AISM ;
2. Pour n'importe quel État qui ratifie, accepte, approuve ou accepte le présent Accord après que les conditions figurant au 1er paragraphe de l’article relatif à l'entrée en vigueur aient été respectées, cet Accord entrera en vigueur xx mois après la date de dépôt par cet État de l'instrument approprié, mais pas avant que cet Accord ne soit entré en vigueur conformément au 1er paragraphe.

ARTICLE X

Révision

Le présent accord peut être révisé à la demande de xx États Parties au moins. Les autres États Parties sont consultés sur les modifications envisagées qu’il conviendrait d’apporter aux dispositions du présent Accord.

ARTICLE X

Dénonciation

1. Le présent Accord peut être dénoncé par un des Etats Parties à tout moment à l'expiration d'un délai d’un an après la date à laquelle il est entré en vigueur pour cet État Partie ;
2. La dénonciation est effectuée par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du Secrétaire général de l’AISM. ;
3. Une dénonciation prend effet pour un an, ou pour une période plus longue telle que spécifiée dans l'instrument de dénonciation, après sa réception par le Secrétaire général de l’AISM.

**ARTICLE XI**

Dépositaire

1. Le présent Accord est déposé auprès du Gouvernement français.
2. Le Secrétaire général de l’AISM doit :
3. informer tous les États qui ont signé ou ont accepté le présent Accord :
4. de chaque nouvelle signature ou dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d’adhésion, en en spécifiant la date ;
5. de la date d’entrée en vigueur du présentaccord ;
6. du dépôt de tout instrument de dénonciation du présent Accord, en spécifiant la date du dépôt et la date à laquelle la dénonciation prendra effet ;
7. d'autres déclarations et notifications reçues pertinents au présent Accord.
8. transmettre une copie certifiée conforme du présent Accord à tous les États qui ont signé ou ont accepté cet Accord ;
9. Une copie certifiée conforme du présent Accord est également transmise au Secrétaire général de l’OMI afin qu’il prenne les mesures qui conviennent et informe tous les gouvernements membres de cette Organisation.

**ARTICLE XII**

Le présent accord, fait à Saint Germain en Laye, France, le XXjuin2012, est établi en un exemplaire unique en français et en anglais, chaque texte étant également authentique.

The International Association of Marine Aids to Navigation and Lighthouse Authorities (IALA)

AGREEMENT on the IALA Maritime Buoyage System

**The States Parties to this agreement,**

BEING DESIROUS of promoting safety of navigation by establishing in common agreement a harmonized maritime buoyage system on an inter-governmental basis under the auspices of the International Association of Marine Aids to Navigation and Lighthouse Authorities (hereinafter referred to as ‘IALA’)

CONSIDERING that this may be achieved at present by the conclusion of a new agreement harmonizing the combined cardinal and lateral systems red to port (System‘A’) and red to starboard (draft System‘B’) into one combined buoyage system named ‘The IALA Maritime Buoyage System’ providing two buoyage regions A and B

TAKING INTO ACCOUNT the resolution passed at the IALA Buoyage Conference inTokyo on 20th November 1980 and the 17th Conference and concomitant General Assembly of IALA in Cape Town from 22nd to 27th March 2010

FURTHER TAKING INTO ACCOUNT that the Maritime Safety Committee of the then Intergovernmental Maritime Consultative Organization (since renamed International Maritime Organization) (IMO) at its 44thsession adopted the IALA Maritime Buoyage System and the Maritime Safety Committee of IMO adopted a revision thereto at its 88th session and recognising that IALA has Consultative Status at IMO by Resolution A.42 (II) of 14 April 1961

KEEPING IN VIEW that efforts will continue towards achieving the identical use of the colours on lateral marks worldwide

BEARING IN MIND the provisions of Regulation 13 Chapter V of the International Convention for the Safety of Life at Sea 1974 as amended

HAVE AGREED as follows:

ARTICLE I

Seat and Governance

IALA is hereby established as an international organization, the seat of which is in France.

The organs of IALA are a General Assembly, a Council and a Secretariat headed by a Secretary General.

IALA is governed by its Members who meet as a General Assembly at intervals not exceeding five years. Its functions are to decide the overall policy of IALA; elect the members of its Council and to decide upon changes to its constitution.

IALA is administered by the Council. The Council from among its members elects a President and Vice President. From among its members it elects a Finance Advisory Committee comprising at least three persons to assist the Council as necessary and elects a Committee member as Treasurer and Chairman.

The Council appoints a Secretary General to act as legal representative and Chief Executive of IALA.

The Secretary General’s powers and responsibilities and his terms and conditions of employment are decided by the Council.

The Secretary General is assisted by a Permanent Secretariat.

ARTICLE II

Aims and Functions

The aim of IALA is to foster the safe, economic and efficient movement of vessels, through improvement and harmonisation of aids to navigation worldwide and other appropriate means, for the benefit of the maritime community and the protection of the environment.

IALA is secular and non-political.

IALA brings together services and organisations concerned with the provision or maintenance of marine aids to navigation and allied activities, at sea and on inland waterways.

The aim of IALA is achieved by, among other things:

* Developing international cooperation by promoting close working relationships and assistance between members;
* Collecting and circulating information about the activities of its members as well as encouraging, supporting and communicating recent developments;
* Enhancing mutual exchange of information with organisations representing the users of aids to navigation;
* Formulating and publishing appropriate recommendations, standards and guidelines;
* Encouraging IALA members to take into account the development of multi-purpose systems which may be also used, for instance, to monitor the marine environment;
* Establishing Committees or Working Groups to study issues;
* Promoting assistance to services or organisations requesting help within the marine aids to navigation and allied fields, whether technical, organisational or training;
* Organising Conferences, Symposiums, Seminars, Workshops and other events relevant to its work.

ARTICLE III

Funding

IALA is funded from subscriptions, grants and gifts as generally permitted by law. The budget and accounts of IALA shall be approved by a simple majority of the Council.

ARTICLE IV

Legal Personality Privileges and Immunities

IALA shall have international and domestic personality. It shall enjoy in France such privileges and immunities as are necessary for the exercise of its functions. Their privileges and immunities shall be as defined in an agreement between IALA and the Government of France.

IALA shall enjoy such legal capacity as may be necessary for the exercise of its functions and the fulfilment of its aim. It shall, in particular, have the capacity to contract, to acquire and dispose of immovable and moveable property, and to be a party to legal proceedings.

ARTICLE V

Undertaking

The States Parties to this Agreement (hereinafter referred to as‘the Parties’) undertake to establish and maintain their particular buoyage in accordance with the provision of Annex A to this Agreement.

ARTICLE VI

Previous Arrangements

As between the Parties this Agreement replaces and abrogates all other agreements and arrangements relating to maritime buoyage systems between the Parties hereto.

ARTICLE VII

Election of Buoyage System

States may become Parties to this Agreement in accordance with Article VIII.

At the time of entering into this Agreement a Party will convey to the Secretary General of IALA its intention to be included in Region A or in Region B.

ARTICLE VIII

Signature, Ratification, Acceptance, Approval and Accession

This Agreement shall be open for signature at the Headquarters of IALA from xx June 2012 until xx December 2012 and shall thereafter remain open for accession.

(a) States may express their consent to be bound by this Agreement by:

(i) signature without reservation as to ratification, acceptance or approval; or

(ii) signature subject to ratification, acceptance or approval, followed by ratification, acceptance or approval; or

(iii) accession.

(b) Ratification, acceptance, approval or accession shall be effected by the deposit of an instrument to that effect with the Secretary General of IALA.

ARTICLE IX

Entry into force

1. This Agreement shall enter into force xx months following the date on which ten States have either signed it without reservation as to ratification, acceptance or approval or have deposited instruments of ratification, acceptance, approval or accession with the Secretary General of IALA.

2. For any State which ratifies, accepts, approves or accedes to this Agreement after the conditions in paragraph 1 for entry into force have been met, this Agreement shall enter into force xx months following the date of deposit by such State of the appropriate instrument, but not before this Agreement has entered into force in accordance with paragraph 1.

ARTICLE X

Denunciation

1. This Agreement may be denounced by a State Party at any time after the expiry of one year following the date on which this Agreement comes into force for that State.

2. Denunciation shall be effected by the deposit of an instrument to that effect with the Secretary General of IALA.

3. A denunciation shall take effect one year, or such longer period as may be specified in the instrument ofdenunciation, following its receipt by the Secretary General of IALA.

ARTICLE XI

Depositary

1. This Agreement shall be deposited with the Government of France.

2. The Secretary General of IALA shall:

(a) inform all States which have signed or acceded to this Agreement of:

(i) each new signature or deposit of an instrument of ratification, acceptance, approval or accession, together with the date thereof;

(ii) the date of entry into force of this Agreement;

(iii) the deposit of any instrument of denunciation of this Agreement, together with the date of the deposit and the date on which denunciation takes effect; and

(iv) other declarations and notification received pursuant to this Agreement.

(b) transmit certified true copies of this Agreement to all States that have signed or acceded to this Agreement

3. A certified true copy of this Agreement shall also be transmitted to the Secretary General of IMO with a request for action as appropriate andcirculation to all member-governments of that Organisation.

ARTICLE XII

This Agreement done in St Germain en Laye France …. June 2012 is established in a simple copy in the English and French languages each text being equally authentic.

Les Etats Parties représentées ci-dessous par les soussignés,deviennent parties à cet accord et font connaître leur intention d'être inclus dans la Région A ou dans la Région B, comme indiqué.

En témoignage de quoi, les soussignés, dûment habilités par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Saint Germain en Laye le

The States Parties named hereunder, hereby become parties to this Agreement and intend to be included in Region A or Region B as indicated.

In witness whereof, the undersigned, duly authorised thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.

Done in Saint Germain en Laye France on

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **1**  Pays / Country | **2**  State/ XXX | **3**  Date de la déclaration / Date of declaration | **4**  Région / Region |  | |
|  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **1**  Pays / Country | **2**  State / XXX | **3**  Date de la déclaration / Date of declaration | **4**  Région / Region |  | |
|  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

Les États, Parties représentées ci-dessous par les soussignés, deviennent parties au présent accord et font connaître leur intention d'être inclus dans la Région A ou dans la Région B, comme indiqué.

The States Parties named hereunder, hereby become parties to this Agreement and intend to be included in RegionA or Region Bas Indicated.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **1**  Pays / Country | **2**  State / XXX | **3**  Date de la déclaration / Date of declaration | **4**  Région / Region |  | |
|  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **1**  Pays / Country | **2**  State / XXX | **3**  Date de la déclaration / Date of declaration | **4**  Région / Region |  | |
|  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

Je certifie que la présente copie est conforme à l'original de l'Accord sur le Système de Balisage Maritime de l'AISM entré en vigueur le

I hereby certify that this is a true copy of the Agreement on the IALA Maritime Buoyage System which came into force on ………..….2012

Cet exemplaire contient les noms des États devenus Parties à l’Accord par le dépôt d'une déclaration, conformément à l’Article VIII du présent Accord, à la date du XX 2012

This copy includes the names of the States which have become Parties to the Agreement by the deposit of a declaration to that effect in accordance with Article VIII of the Agreement as at XX 2012.

G Prosser

Secrétaire Général de l'Association Internationale de Signalisation Maritime

SecretaryGeneral of the International Association of Marine Aids to Navigation and Lighthouse Authorities